

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18854 - 73ÈME ANNÉE

## Manifestation intersyndicale hier à Saint-Denis

### Nouvelle mobilisation contre la politique du gouvernement



**À l'appel des syndicats CGTR, FO, UNEF, FSU, Solidaires et SAIPER, de nombreux manifestants ont défilé hier dans les rues de Saint-Denis entre le Petit-marché et la préfecture. À l'ordre du jour, la lutte contre les ordonnances changeant le Code du Travail, et plus largement le combat contre la politique du gouvernement.**

C'est devant le Petit-marché que le rendez-vous était donné hier à 9 heures par la CGTR, FO, l'UNEF, la FSU, Solidaires et le SAIPER. Un lieu symbolique, car c'est tout près que se situait l'ancien siège de la CGTR, la cour Basile, siège de nombreux meetings et également cible de la répression contre le mouvement social réunionnais.

Des organisations diverses, mais c'était l'union autour de plusieurs mots d'ordre. Tout d'abord le refus de voir s'appliquer les ordonnances changeant le Code du Travail. Cela fait plusieurs mois que les syndicats

se battent pour empêcher une grave régression sociale. En effet, le Code du Travail issu de ces ordonnances comportent d'importants reculs. Les licenciements sont facilités et les droits des travailleurs diminués. Les conventions collectives sont vidées de leur portée, car il devient maintenant possible d'y substituer un accord d'entreprise plus défavorable.

De plus, les victimes de licenciement abusif ne peuvent plus toucher d'indemnités à la hauteur du préjudice subi, car les ordonnances instaurent un plafond qui s'impose au juge.

Cette Loi Travail XXL n'est pas la seule source de mécontentement. Les syndicats mobilisent contre la politique sociale du gouvernement en général, notamment la hausse de la CSG tandis que les contribuables les plus riches bénéficient d'importants cadeaux fiscaux.

Le défilé prévu à l'occasion de cette journée de grève et de manifestation a rassemblé environ un millier de personnes selon les organisateurs. La bataille continue pour le respect des droits des travailleurs.

**M.M.**

## Paroles de manifestants

### Denis Irouva : « La lutte doit se poursuivre »



Vétéran des luttes, Denis Irouva a plus de 50 ans de militantisme derrière lui. Fidèle au poste, il était hier dans la manifestation entonnant l'Internationale avec ses camarades de la CGTR.

Pour Denis Irouva, la manifestation d'hier était une réussite. Il rappelle que les acquis sociaux qui sont actuellement remis en cause sont le fruit de la lutte menée depuis l'époque du Front Populaire et au lendemain de la guerre. « Le social est le moteur de l'économie », affirme-t-il, « mais le système veut mettre fin à l'État social, il n'y aura plus de protection sociale, ce sera un retour aux années 1930 ».

Denis Irouva est également en lutte contre l'augmentation de la CSG qui diminue le pouvoir d'achat des retraités. Aussi, « la lutte doit se poursuivre ».

### Mathieu Rafini : « Nou tienbo »



Jedi dernier, Mathieu Rafini était devant le Pôle emploi de Saint-Pierre pour une distribution de tracts à destination des demandeurs d'emploi. Hier, il était dans le défilé à Saint-Denis avec la CGTR-Sud.

Mathieu Rafini souligne « l'intérêt de la mobilisation ». « Contre les ordonnances, il faut continuer à se mobiliser car l'impact est très grave sur les travailleurs précaires », précise-t-il. En effet, les mesures visant à faciliter les licenciements ne vont pas aider les chômeurs à retrouver un emploi et risquent au contraire d'augmenter leur nombre.

C'est la porte ouverte à « un désastre social et économique, avec une augmentation de la précarité », poursuit-il avant de conclure : « nou tienbo ».

### Etienne Fruteau : « il faut tout le temps lutter »



Retraité et solidaire, Etienne Fruteau est venu du Tampon pour participer à la manifestation hier à Saint-Denis.

Etienne Fruteau faisait partie des milliers de jeunes Réunionnais qui sont partis travailler en France dans les années 1960-1970. Il avait été embauché à l'usine Renault près du Havre. Son premier engagement syndical remonte à mai 68. Depuis, il est toujours resté fidèle à la lutte. De retour à La Réunion, « j'ai repris ma place dans le combat », rappelle-t-il. Etienne est aujourd'hui retraité.

Mais ce n'est pas parce qu'il est retraité qu'il n'est pas solidaire de ses camarades en lutte, bien au contraire. Hier, il était dans le défilé avec la CGTR.

« À la retraite, je participe à la manifestation », souligne-t-il, « il faut tout le temps lutter ». Etienne Fruteau est « solidaire des combats pour améliorer les conditions de travail ».

### Alain Gravina : « Toujours présents dans la lutte »



Alain Gravina a défilé hier avec ses camarades de la CGTR-PTT.

« Le combat contre les ordonnances doit continuer et s'amplifier », souligne-t-il. Les acquis de décennies de lutte sont attaqués, c'est un bien commun qui est menacé. Il constate d'ailleurs que « dans le propre camp de Macron, certains commencent à se désolidariser de cette politique ».

« On est toujours présent dans la lutte », conclut-il.

## Edito

# 15 morts en Grèce, La Réunion concernée

**M**ercredi, une région de Grèce a subi les conséquences de pluies torrentielles. Un torrent de boue s'est répandu dans les rues de plusieurs villes. Le bilan est désastreux avec au moins 15 morts. Ce 16 novembre a été décrété jour de deuil national par le Premier ministre Alexis Tsipras.

Selon les premiers éléments disponibles, ce bilan dramatique n'est pas le résultat de la fatalité, il a une explication : l'aménagement du territoire. À La Réunion, une telle nouvelle ne peut laisser indifférent. En effet un Réunionnais sur trois vit dans une zone à risque.

En Grèce, il apparaît donc qu'il n'a pas été tenu compte de l'expérience des anciens qui avaient les capacités de construire en tenant compte du risque de crue soudaine. Que dire à La Réunion ?

Quelques exemples sont révélateurs. En 1948, notre île est touchée par un cyclone qui fait plus de 100 victimes. La région la plus touchée est l'Ouest et en particulier Saint-Leu. Les eaux en crue des ravines sont venues buter sur un niveau de la mer surélevé en raison de la houle cyclonique. En conséquence, les ravines ne pouvaient plus s'écouler dans l'océan. Point de rencontre entre les eaux déferlant des hauts et celle arrivant de la mer, le centre-ville a été gravement inondé. Quand le cyclone s'est éloigné, cette partie de Saint-Leu ne ressemblait plus à une ville, mais à un lit de rivière d'où émergeaient des maisons qui n'avaient pas été emportées.

Le cas de Saint-Leu n'est pas isolé. Saint-Paul et Saint-Louis notamment ont sur leur territoire des quartiers qui se situent près d'estuaires de ravine. Or, force est de constater que la catastrophe de 1948 a été oubliée. À Saint-Leu, si la construction du collège et de la gendarmerie a d'abord été localisée à Piton, c'est parce qu'il n'était plus question d'implanter de grands équipements près de la mer. Cette prudence n'est plus de mise lorsque l'on constate le nombre important de construction sortis de terre au cours des 30 dernières années près du littoral.

Et comme pour montrer que l'on ne tient pas compte de l'expérience, le plus grand projet de l'Ouest est de construire une ville nouvelle de plusieurs dizaines de milliers d'habitants près de la mer à Cambaie. Gageons que la tragédie grecque puisse être prise en compte afin que l'aménagement du territoire soit au service de la protection de la population, plutôt qu'à celui des profits de promoteurs immobiliers.

**J.B.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
71e année

Directeurs de publication :  
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29  
E-mail : redaction@temoignages.re  
SITE web : www.temoignages.re  
Administration  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23  
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re  
CPPAP : 0916Y92433

## Lancement d'InsuResilience

# Assurer 400 millions de pauvres contre le risque climatique

Mardi, un fonds permettant à 400 millions de pauvres d'être assurés a été lancé à la COP23. C'est un partenariat entre le G20 et le V20, les pays les plus vulnérables au changement climatique. Bien qu'elle soit un pays vulnérable, La Réunion ne peut bénéficier de ce dispositif, car elle ne fait pas partie du V20.



ment de 30 millions de livres sterling du gouvernement britannique.

### Partenariat global V20-G20

Cette annonce intervient dans une année marquée par les dévastations amenées par des événements climatiques extrêmes qui ont frappé l'Asie, l'Est de la Caraïbe et les Amériques. Des phénomènes décrits par les scientifiques comme sans précédent. Patricia Espinosa, secrétaire exécutive de la Conférence des Nations Unies contre le changement climatique, a dit que « les populations touchées par les récentes catastrophes, et les communautés vulnérables à l'impact du changement climatique attendent de la conférence de Bonn une réponse, pour un soutien et un espoir dans le futur ». « Cette initiative est un exemple de ce qui peut être fait quand les gouvernements, la société civile et le secteur privé s'unissent et font part de créativité et de détermination pour fournir des solutions », poursuit-elle.

Pour Thomas Silberhorn, « ce Partenariat global met autour d'une même table des groupes importants comme le V20, celui des pays les plus vulnérables au changement climatique, et le G20, groupe des économies les plus puissantes. Ils s'unissent pour augmenter la résilience des populations pauvres et vulnérables aux impacts du changement climatique. Au lieu de seulement réagir, nous voulons évoluer vers la planification, la préparation et la protection ».

### Anticiper les catastrophes

Dans le cadre du Partenariat global, des acteurs clés des pays en déve-

Une initiative internationale visant à permettre à 400 millions de pauvres d'assurer leurs biens d'ici 2020 a franchi une nouvelle étape mardi avec l'annonce d'un fonds supplémentaire, et la présentation de nouveaux partenaires.

Il s'agit d'InsuResilience, partenariat mondial pour la couverture financière des risques liés au climat et aux catastrophes naturelles. Il implique le G20, groupe des 20 pays du monde ayant les plus importants PIB, et le V20, groupe de 49 États parmi les plus vulnérables au changement climatique, il est actuellement présidé par l'Éthiopie. Dans ce V20 se trouvent toutes les petites îles, dont les Fidji qui président la

COP23.

« Le Partenariat global est une réponse concrète aux besoins de ceux qui souffrent de pertes à cause du changement climatique. Et je suis très fier que cela soit acté sous la présidence des Fidji. Dans le même temps, c'est un moyen de préparer une forme de développement plus résiliente pour ceux qui auront à s'adapter au changement climatique », dit Frank Bainimarama, président de la COP23 et Premier ministre des Fidji.

Thomas Silberhorn, représentant du ministère allemand de la Coopération et du Développement, a annoncé une contribution de son pays à ce fonds à hauteur de 125 millions de dollars. S'y ajoutera un engage-

loppement et des pays industrialisés, des organisations internationales, des banques de développement, du secteur privé, de la société civile et de la communauté scientifique travailleront ensemble pour développer des solutions concrètes qui donneront une protection financière face au risque climatique et aux catastrophes naturelles.

InsuResilience soutiendra notamment le Caribbean Catastrophe Risk Insurance Facility (CCRIF). Ce fonds avait permis de verser une aide d'urgence de 55 millions de dollars aux îles touchées par les cyclones Irma et Maria en septembre dernier. L'argent a été utilisé pour acheter des médicaments, et pour construire des hébergements d'urgence à destination des sans-abri. En Zambie, InsuResilience facilitera l'accès à l'assurance pour les petits planteurs de coton. Dans ce pays, la sécheresse a causé d'importantes pertes. 55.000 planteurs s'étaient assurés en 2015, et 23.000 ont été indemnisés en 2016.

## Les Réunionnais exclus d'InsuResilience

La Réunion est un pays vulnérable au changement climatique. Mais elle ne fait pas partie du V20 mais du G20 du fait de son intégration à la France. En conséquence, les Réunionnais ne pourront pas bénéficier de ce fonds pour s'assurer contre les risques liés au changement climatique et aux catastrophes naturelles.

C'est la même chose dans les Antilles. Ce n'est d'ailleurs que dans le budget rectificatif que vient d'adopter l'Assemblée nationale qu'une aide de 60 millions d'euros a été inscrite pour venir en aide aux victimes d'Irma à Saint-Martin. C'est un décalage de deux mois de retard par rapport à l'action du Caribbean Catastrophe Risk Insurance Facility. Or, à La Réunion, près de la moitié de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, et nombreux sont les Réunionnais à ne pas être en capacité d'assurer leur maison qui reste leur bien principal. La France va participer à InsuResilience en tant que contributeur. Gageons que le gouvernement va agir pour qu'un dispositif analogue puisse exister à destination des pauvres à La Réunion.

**M.M.**

## Segment de haut-niveau à la Conférence de Bonn sur le climat

# COP23 : conclusion aujourd'hui

**Commencé hier, le segment de haut-niveau de la Conférence de Bonn sur le climat (COP23) devait s'achever dans la nuit. Au cours de cette session, les chefs d'État et de gouvernement, ou leurs représentants, viennent s'exprimer à la tribune. Deux ans après la signature de l'Accord de Paris, et un an après sa ratification, le moment de l'action est venu.**

**L**es chefs d'État et de gouvernement ou leurs représentants ont commencé à arriver à Bonn mercredi pour participer au segment de haut-niveau de la conférence de Bonn sur le climat. Jusqu'à hier dans la nuit ils devaient s'exprimer. C'est aujourd'hui que la conférence doit s'achever. Ces deux jours sont donc très importants. Car même si l'essentiel du travail est fait par les négociateurs, les discours des dirigeants des États permettent d'avoir une idée de l'orientation politique qui préside à ces discussions.

Lors d'une conférence de presse mercredi, Frank Bainimarama, président de la COP23 et Premier ministre des Fidji, a demandé au gouvernement des progrès concrets dans les actions contre le changement climatique, et de finaliser la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le changement climatique.

## Les îles en première ligne

« Nous sommes tous liés par un intérêt commun pour la réduction de la concentration des gaz à effet de serre dans l'atmosphère », a-t-il dit, « c'est une mission de l'humanité. C'est le symbole du voyage que nous devons tous accomplir ensemble. Il reste deux jours pour atteindre notre destination ».

Le segment de haut-niveau est également l'occasion d'entendre la voix des dirigeants des pays qui sont en première ligne face au changement

climatique. Beretitenti Taneti Maamau, représentant des îles Kiribati en fait partie. Son pays est en effet menacé de disparition à cause de la montée du niveau de la mer causée par la fonte des glaciers provoquée par le réchauffement climatique.

## Recherche permanente du consensus

« Nous avons dépassé le temps du débat », a-t-il dit, « nous avons conclu un accord à Paris en 2015 où notre famille du monde dans sa diversité a pris d'importants engagements ». « Nous continuons à subir les effets du changement climatique et nous ne pouvons nous permettre d'attendre plus longtemps », poursuit-il, « des actions avec des impacts, c'est la tâche décisive de la COP23 ».

Après la succession des interventions à la tribune, la COP23 devra se conclure par un texte précisant la feuille de route pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris, et tirant les enseignements des progrès qui auraient pu être accompli pendant ces deux dernières semaines à Bonn. Une telle conclusion ne peut se faire qu'à l'unanimité de tous les États participants à la COP23.

**M.M.**

## Entre 1999 et 2014

# Hausse du nombre d'emplois qualifiés à La Réunion

Une étude de l'INSEE publiée hier indique que la proportion d'emplois qualifiés a doublé en 15 ans pour représenter 11 % des emplois existants. L'écart reste de 4 points avec la moyenne des régions de France hors Île-de-France. Voici le commentaire de cette étude de l'INSEE.

**S**outenu par une très forte croissance économique, l'emploi progresse à un rythme spectaculaire à La Réunion entre 1999 et 2007, supérieur à celui de la métropole. Après un recul consécutif à la crise économique de 2008 et 2009, l'emploi salarié repart à la hausse dès 2010, pour atteindre 280 000 personnes fin 2015.

### Une économie davantage tournée vers les besoins de proximité

À l'image des autres départements d'outre-mer, l'économie réunionnaise est plus tournée vers la satisfaction des besoins des personnes présentes sur l'île : 61 % des emplois relèvent de fonctions de proximité (administration, santé, commerce, services à la personne...) contre 52 % en France de province. Au contraire, les activités productives telles que l'industrie ou le commerce de gros sont sous-représentées à La Réunion, du fait d'un développement économique plus tardif, de l'isolement géographique et de la taille réduite du marché local.

### L'économie de proximité crée beaucoup d'emplois

L'emploi augmente dans toutes les fonctions économiques entre 1999 et 2014. Ce sont les fonctions de l'économie de proximité qui créent en nombre le plus d'emplois. Les fonctions intellectuelles supérieures sont aussi en plein essor : + 83 % en 15 ans, soit une hausse deux fois supérieure à celle de l'emploi total.

### Deux fois plus d'emplois qualifiés en quinze ans

En phase avec les évolutions des fonctions remplies par les actifs, les niveaux de qualification s'élèvent entre 1999 et 2014. Ainsi, le nombre d'emplois qualifiés double en 15 ans. La part des emplois qualifiés reste néanmoins en dec à du niveau de la province : 11 % contre 14 % en 2014. Les grands centres urbains concentrent l'emploi qualifié, en particulier l'agglomération dionysienne, où l'emploi qualifié représente 15 % des emplois.

### Un emploi non qualifié en hausse, mais qui pèse moins dans l'économie réunionnaise

Bien que l'écart en 15 ans se soit resserré, les emplois non qualifiés restent plus fréquents à La Réunion qu'en province en 2014 : 25 %

contre 23 %. Malgré l'augmentation du nombre d'employés non qualifiés, leur part dans l'emploi total diminue, alors qu'elle croît en province sur 15 ans. Ce sont les services et commerces de proximité qui concentrent ces créations d'employés non qualifiés, avec une augmentation du nombre d'aides à domicile, d'employés de commerce ou encore de serveurs. La part des ouvriers non qualifiés diminue également.

### Les emplois intermédiaires, principaux contributeurs de la croissance de l'emploi

Entre emplois qualifiés et les emplois non qualifiés, les emplois intermédiaires regroupent toutes les professions : indépendants, professions intermédiaires, employés et ouvriers qualifiés. Ils représentent deux tiers des emplois. Spécificité ultramarine, ils sont le principal moteur de la hausse de l'emploi entre 1999 et 2014. Leur dynamisme et celui des emplois les plus qualifiés reflètent le rattrapage progressif du niveau de vie de la métropole et de la diversification de la consommation qui en découle.

## In kozman pou la rout

### « Mèrl Moris i s'anfou pa mal tap dann pla mèrl péi »

Zot i koné mèrl Moris zot ? Sa in zoizo fantézi sa ! Sa in zoizo malis ! In zoizo malèr ! Zot i koné moin la fine oir inn manz in papaye mir san fé romark ali. Pli vré, moin la pa vi ali égzaktoman kan li té apré détrui mon papaye, kan la po té an farlangué moin la vi ali pran son vol. Li lé si tèlman danzéré li manz dann pla mèrl péi, pli sir, li dévast lo manzé nout mèrl anou. Mi diré li sé in vré parazite, pars li sé in vré nuizib, é anplis in nuizib difisl pou fé partir é kroi pa ou va trap ali konmsa. In légzanp, in dalon, in soir, la promète mèrl Moris in rès trankil si li arète pa manz son mang mir. Donk li la mète poizon, lanate, dann pyé d'mang pou tyé lo mèrl moris. Figir azot li la tyé lo ra, mé mèrl Moris zéro Baya. Alé ! Mi lèss azot réfl éshi la dsi é ni artrouv pli d'van sipétadyé.

## Billet philosophique

# « Non aux rancunes, oui aux convergences »

**Quel est notre état d'esprit face aux responsabilités que nous avons à assumer en tant que Réunionnais pour prendre en mains, en commun, le destin de notre pays ? C'est une des questions philosophiques que l'on peut se poser face aux défis à relever à La Réunion, dans notre région et dans le monde sur le plan économique, social, environnemental, culturel et institutionnel.**



Un moment de recueillement en hommage aux ancêtres engagés avec l'association Miaro le 11 novembre aux Lazarets.

Sur le plan culturel, on peut souligner les hautes qualités de l'état d'esprit cultivé par exemple ces jeudi 9 et vendredi 10 novembre à la Faculté des Lettres au Moufia au nouveau colloque international sur le thème : "Plurilinguisme et réussite scolaire". Ce colloque, intitulé "Féklèr - Rencontres", a été organisé par Lofis la lang kréol La Rényon et le Centre Interdisciplinaire de Recherche sur la Construction Identitaire (CIRCI) de l'Université de La Réunion, en partenariat avec l'Université de l'île Maurice et celle d'Haïti. Pendant deux jours, des spécialistes de l'éducation venus de plusieurs pays créoles ont eu des échanges très riches sur la nécessité et les moyens de libérer nos peuples des préjugés négatifs sur le plurilinguisme afin de valoriser ses atouts pour développer notre connaissance et améliorer notre santé mentale. Et dans cet esprit, comme l'a dit le recteur de l'Académie de La Réunion, « nous avons un tas de choses à faire ensemble pour avancer rapidement dans l'apprentissage

du créole ».

### « La sérénité et la paix intérieure »

On a retrouvé cette même ambiance coopérative, créative et innovatrice ce samedi 11 novembre aux Lazarets de la Grande Chaloupe lors de la traditionnelle Journée commémorative en souvenir de nos ancêtres travailleurs engagés, victimes de l'engagisme mis en place par l'État colonial français après l'esclavage. Cette commémoration s'est déroulée dans des conditions très émouvantes, marquées par la diversité dans l'unité pour rendre hommage à ces ancêtres et renforcer ainsi notre solidarité afin de construire un meilleur vivre ensemble dans la responsabilité réunionnaise.

Tous les organisateurs et partenaires de cette journée ont déclaré et démontré de diverses façons qu'il est indispensable de lutter ensemble pour « maintenir vivante la

mémoire de notre peuple afin de bâtir notre avenir ». Un avenir meilleur, à créer « dans la sérénité et la paix intérieure », comme l'a dit l'universitaire Charlotte Rabesahala de l'association Miaro.

### « Une logique de communion »

Ces principes de base à appliquer sans cesse au mieux ont été défendus avec force lors des cérémonies organisées par le Parti Communiste Réunionnais le dimanche 12 novembre au Port et le mercredi 15 novembre à Sainte-Suzanne pour rendre hommage à son fondateur Paul Vergès, un an après son décès. De nombreux militants de toutes les générations et d'organisations différentes ont déclaré à cette occasion que pour être fidèle aux combats de ce grand combattant réunionnais de la liberté, il faut dire « non aux rancunes et oui aux convergences ».

D'où l'importance, comme l'a dit Gilles Leperlier, de cultiver des valeurs comme la solidarité et de remplacer les règlements de comptes par le dialogue, la bienveillance, l'empathie et la communion pour le bien commun. Cela va dans le même sens de ce qu'a mis en avant Mgr Gilbert Aubry le samedi 11 novembre lors d'une célébration à Saint-André pour tourner la page des 5 siècles de guerres de religions entre certains catholiques et protestants : « Nous sommes passés d'une logique de conflit à une logique de communion ». À suivre dans tout le pays...

**Roger Orlu**

# Oté

## Akoz i fé pa koz demoun vréman intéressé épi intéresan pou fé bann sobatkoz ?

*Na pòin lontan l'avé in tab rone dann télé dsi la késtyonn travaye. L'avé plizyèr pèrsonne téi koz in lang an or. La n'avé kalité diréktèr, diréktèr l'adzoin, sindika... An tou lé ka, in bann ga té i koné z'ot afèr é arienk z'ot kozman té i amontr zot lété o kourann z'ot afèr. In sèl z'afèr, la kass amoin in pé : dann lo group l'avé pòin in sèl shomèr, in sèl domandèr l'anploi. Tout banna té I travaye d'aprè sak moin la fini par konprann !!!*

*Konm de koi téi domann pa ou d'ète shomèr pou parl dsi lo shomaz.*

*In n'ot zour la fé in sobatkoz dsi l'ilétrism. L'avé plizyèr pèrsonne téi koz d'or, mi di azot. Mé d'aprè sak moin la konprann, tout banna té i konète bien lir épi ékri, épi roul z'ot fransé. Mi diré mèm in pé dan la bann l'avé bak+++ é sof l'intéré zénéral, zot l'avé pòin vréman in l'intéré pèrsonèl pou élimine l'ilétris isi La Rényon.*

*Konm de koi la pa bézoin ète ilétre pou konprann doulèr in sityasion konmsa.*

*Parl pi bann sobatkoz lo soir zéléksyon. Nana la dan, arienk demoun la voté. Mèm pa i vot an blan, mèm pa in l'abstansyonism. La plipar té in bann shèf parti é. Z'ot diskisyon, aköz nana si tan tèlman l'abstansyonis ké sa ? Pou ma par moin la pans bann moun la té aprè koz dsi in sizé zot lé pa si tèlman familyé.. Zot va domandé pou kosa mi anparl de sa, konmsa, Mon répons lé sinp : aköz la pa invite demoun lé vréman itéréssé pou diskite dé shoz i intéréss azot.*

*Ankor in foi l'avé fé vni bann moun i abstien pa zamé pou parl l'abstansyon...*

*Pètète sé pou sa Paul Vergès, dann tan li lété vivan, la zamé invite ali pou parl dèrègloman klima . Li lété sirman tro intéréssé é tro intéresan pou anparl de sa.*

**Justin**